

L'impunité israélienne touche-t-elle sa fin

Description

Par Maureen Clare Murphy, le 19 juillet 2020



Les jours d'impunité d'Israël sont comptés alors que [la Cour pénale internationale](#) (CPI) se dirige doucement vers l'ouverture d'une enquête compléte sur les crimes de guerre en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

Une [offensive diplomatique](#) israélienne et des [sanctions](#) des États-Unis n'ont pas pour l'instant intimidé la cour au point de la soumettre.

Une décision de la Chambre préliminaire sur la juridiction de la Cour en Palestine est attendue prochainement (la CPI vient d'ajourner ses travaux pour les vacances d'été et les reprendra mi-août) et le gouvernement israélien ne s'attend pas à ce que les juges tranchent en sa faveur.

Le quotidien de Tel Aviv Haaretz a [rapporté](#) cette semaine qu'Israël dresse une liste secrète de agents de l'armée et des services de renseignement qui pourraient être arrêtés à l'étranger, au cas où l'enquête de la CPI se poursuivrait.

L'article indique que la liste inclut maintenant entre 200 et 300 agents.

Le document reste secret parce que la CPI verra probablement cette liste de noms comme un aveu officiel israélien de l'implication de ces fonctionnaires dans les incidents faisant l'objet de l'enquête, a ajouté Haaretz.

Des suspects probables incluent des ministres importants et des hauts gradés de l'armée qui ont supervisé et exécuté l'offensive d'Israël sur la Bande de Gaza en 2014. Parmi les suspects potentiels de haut rang nommés par Haaretz figurent [Benjamin Netanyahu](#) et l'ancien chef de l'armée [Benny Gantz](#), qui dirigent conjointement le gouvernement de coalition d'Israël.

La liste pourrait aussi inclure des agents de rang moins élevé impliqués dans la construction des colonies en Cisjordanie.

Le nombre de personnel passible de poursuites pour crimes de guerre ne fait que croître avec chaque exécution de rue d'un Palestinien par la police et l'armée israéliennes.

« Sans armes et sans défense »

Des dizaines de groupes de défense des droits humains [ont déclaré aux Nations Unies cette semaine](#) que les auteurs de [l'excution extrajudiciaire](#) de [Ahmad Erakat](#), 26 ans, à un checkpoint le mois dernier devaient rendre des comptes.

Israël a dit qu'Erakat avait intentionnellement percuté le checkpoint avec sa voiture, causant des blessures mineures à un soldat. Une vidéo de l'incident montre que les soldats ont abattu Erakat alors qu'il sortait de son véhicule les mains en l'air.

Erakat faisait des courses avant le mariage de sa soeur quand il a été tué. La fiancée à portée de sa robe de mariée quand elle a appris que son frère avait été assassiné, indiquent les groupes de défense des droits dans leur appel.

Erakat devait se marier en septembre, son mariage ayant été annulé en mai à cause de la pandémie.

« Clairement sans arme et sans défense », Erakat a été laissé, saignant et mort environ 90 minutes, les forces d'occupation lui refusant tout soin médical, indiquent les groupes de défense des droits.

Les soldats israéliens présents n'ont pas donné à Erakat des soins d'urgence. Dix minutes après les tirs, une ambulance israélienne est arrivée au checkpoint. Son personnel médical a traité seulement le soldat légèrement blessé et n'ont fourni aucune aide à Erakat.

« En soignant un soldat israélien blessé mais en laissant [Erakat] sans assistance médicale malgré ses blessures critiques, la conduite d'Israël revient à une discrimination raciale interdite », ajoutent les groupes de défense des droits.

Les soldats israéliens ont empêché les ambulanciers palestiniens d'atteindre Erakat.

Le déni de traitement des Palestiniens blessés par les forces israéliennes « doit être compris comme partie intégrante de la politique d'expansion et systématique d'Israël du « tirer-pour-tuer », ciblant les Palestiniens », disent les groupes de défense des droits.

L'objectif de cette politique « est de maintenir le régime israélien raciale systématique et de domination sur le peuple palestinien », ajoutent les groupes.

Les forces israéliennes n'ont pas fourni de soins à des Palestiniens blessés dans au moins 114 occasions rien qu'en 2019.

« Le refus d'assistance médicale aussitôt que possible » revient à « des violations des droits à la santé et à la vie », ajoutent les groupes dans leur appel urgent.

« Climat de peur »

Israël retient le corps d'Erakat dans le cadre d'une politique gardant les dépouilles des Palestiniens tués dans ce qu'il prétend être des attaques sur des soldats et des civils.

Israël a retardé le retour des corps de plus de 250 Palestiniens tués par ses forces depuis la mise en oeuvre de cette politique en 2015.

Il continue de retenir 63 de ces corps de manière à pouvoir les utiliser comme [monnaie d'échange](#) dans de futurs échanges de prisonniers.

Cette pratique, [approuvée](#) par la Cour suprême d'Israël, est une forme de [punition collective](#) qui revient à de la torture et à des mauvais traitements sur les familles des victimes », affirment les groupes de défense des droits.

Les pratiques de punition collective d'Israël sont « conçues pour créer un climat de peur, de répression et d'intimidation » et « pour affaiblir la capacité du peuple palestinien à contester efficacement le régime », ajoute l'appel.

L'assassinat d'Abu Ahmad Erakat est une grave violation de la Quatrième Convention de Genève, selon les groupes de défense des droits. Les États parties, dont Israël, sont obligés de traduire les personnes soupçonnées d'excuser de telles violations devant leurs tribunaux.

Cependant, le mécanisme d'auto-investigation de l'armée israélienne a montré à plusieurs reprises qu'il était extrêmement loin des normes internationales garantissant des enquêtes efficaces, authentiques et crédibles », ajoutent les groupes.

Tant donné le manque d'accès à la justice dans les tribunaux israéliens, disent les groupes, « une véritable responsabilité pour les victimes palestiniennes ne peut être obtenue que par le biais de la justice pénale internationale et des tribunaux de compétence universelle ».

« La [Cour pénale internationale] représente de ce point de vue un tribunal de dernier recours pour les Palestiniens », ajoutent-ils. Les groupes demandent instamment aux experts des droits humains des Nations Unies d'appeler la CPI de statuer, sans délai, de reconnaître la compétence territoriale de la Cour sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza.

Jusqu'à ce que justice soit rendue, il y aura encore une autre famille palestinienne endeuillée par la perte d'un fils ou d'une fille, semaine après semaine, mois après mois, année après année.

Maureen Clare Murphy est rédactrice adjointe de The Electronic Intifada et vit à Chicago.

Twitter : @maureenclarem

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée
2020/07/21